

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plérin

Plérin, le 01/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SBAA DECHETTERIE PLERIN

ZA de Sainte Croix
déchetterie
22190 Plérin

Références : 2026.106
Code AIOT : 0005503577

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement SBAA DECHETTERIE PLERIN implanté ZA de Sainte Croix déchetterie 22190 Plérin. L'inspection a été annoncée le 12/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection était réalisée dans le cadre du suivi d'une mise en demeure, visant à vérifier la mise en conformité de l'installation et les actions engagées par l'exploitant. Elle a notamment porté sur la mise en place du plan de défense incendie (PDI).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SBAA DECHETTERIE PLERIN
- ZA de Sainte Croix déchetterie 22190 Plérin
- Code AIOT : 0005503577
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie de Plérin est une installation en exploitation relevant du régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Elle est autorisée pour la collecte de déchets dangereux (rubrique 2710, régime A), la collecte de déchets non dangereux (rubrique 2710, régime E) et le broyage de déchets verts (rubrique 2794, régime E).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a permis de vérifier la conformité de l'installation au regard de la prescription relative aux distances d'implantation et aux effets thermiques, évalués selon la méthode FLUMILOG (rapport transmis par l'exploitant en octobre 2025).

Pour le site de Plérin, les conclusions du rapport confirment l'absence d'effets thermiques significatifs en limite de site (seuil < 5 kW/m²), ce qui satisfait les exigences réglementaires. En revanche, des dépassements sont constatés sur les sites de :

- Ploufragan (3 kW/m² seuil d'effet irréversible),
- Étables-sur-Mer et Saint-Brieuc (8 kW/m², effets létaux avérés).

Ces résultats révèlent un risque pour les installations d'Étables-sur-Mer et Saint-Brieuc, imposant à l'exploitant une action corrective. Conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 applicable à la rubrique 2794, celui-ci doit :

1. Justifier la maîtrise des effets thermiques sur les sites impactés par un dispositif séparatif E120 ou un éloignement d'au moins 20 m de l'enceinte de l'établissement,
2. ou stopper le broyage et le broyage de déchets verts pour Étables-sur-Mer et Saint-Brieuc où les seuils létaux sont dépassés.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan de circulation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27	Levée de mise en demeure
3	Valeurs de rejets	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38	Levée de mise en demeure
4	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de l'inspection montrent que les non-conformités à l'origine de la mise en demeure ont été régularisées.

Il est donc proposé au préfet de lever l'arrêté de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Plan défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des</p>

secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

Les documents fournis pour l'exploitant sont conformes. Les plans des réseaux d'eau et de collecte, ainsi que les modalités d'intervention en cas d'incendie, sont conformes, avec des points d'eau incendie (PI) opérationnels (pression et débit adaptés) et une localisation claire des réseaux EU/EP.

Cependant, le PDI doit être complété, notamment sur :

- L'intégration des comptes-rendus d'exercices (aucun document fourni à ce jour).
- La justification des compétences du personnel (formations et entraînements manquants).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter son PDI avec les éléments suivants :

- Les comptes-rendus d'exercices.
- La justification des compétences du personnel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Plan de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27

Thème(s) : Risques accidentels, Risque de chutes

Prescription contrôlée :

« [...] Prévention des chutes et collisions.

Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zones possibles de dépôts de déchets.

I. - Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas.

Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers. [...] »

Constats :

Lors de l'inspection de 2025, il a été constaté un risque de chute dans un bassin.

Ce risque est désormais maîtrisé grâce à la mise en place d'un parapet. L'exploitant a également indiqué le remplacement du panneau signalant le danger (manquant), afin d'améliorer l'information des usagers.

Ce constat permet de lever la mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant fournira une photo de la signalétique installée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Valeurs de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, périodicité des contrôles
Prescription contrôlée : [...] Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35* est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. [...] »
Constats : Lors de l'inspection de 2025, l'exploitant n'avait pas effectué d'analyse d'eau. Ces analyses ont été effectuées suite à la mise en demeure en janvier 2026. Ce constat permet de lever la mise en demeure. Les analyses d'eaux résiduelles ont révélées une non-conformité ponctuelle sur les Matières en Suspension (MES, 120 mg/l vs limite de 100 mg/l), tandis que les autres paramètres (pH, DCO, DBO ₅ , métaux, AOX, etc.) étaient conformes aux seuils réglementaires. Une campagne de nettoyage des réseaux a été engagée suite à ces résultats, incluant : <ul style="list-style-type: none"> • Le curage des canalisations. • L'amélioration des flux de ruissellement sur la plateforme de déchets verts, avec une séparation bétonnée des zones avant écoulement pour limiter l'entraînement de particules. • Le nettoyage des déboueurs, dont le bordereau d'élimination a été transmis lors de la dernière inspection. Ces actions devraient permettre un retour à la conformité lors des prochains prélèvements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Calcul des distances
Prescription contrôlée : « [...] Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des déchets, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites

des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120. [...] »

Constats :

L'inspection a permis de vérifier la conformité de l'installation au regard de la prescription relative aux distances d'implantation et aux effets thermiques, évalués selon la méthode FLUMILOG (rapport transmis par l'exploitant en date du 10 octobre 2025).

Pour le site de Plérin, les conclusions du rapport confirment l'absence d'effets thermiques significatifs en limite de site (seuil < 5 kW/m²), ce qui satisfait les exigences réglementaires.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure